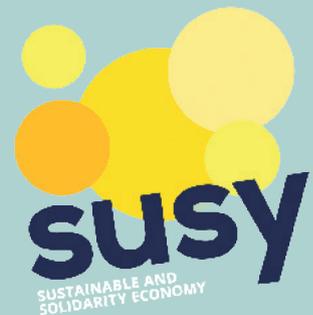


ECONOMIE TRANSFORMATIVE



Opportunités et défis de l'Economie
sociale et solidaire



Inégalités dans le monde

Selon les estimations les plus récentes au niveau mondial, 767 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté de 1,90 USD par personne et par jour, 197,1 millions sont sans emploi, 400 millions n'ont pas accès aux services de santé de base et 67,4 millions d'enfants ne sont pas scolarisés. Le fossé entre les pays du Sud et les pays du Nord continue de s'accroître tout comme celui entre les riches et les pauvres se creuse en Europe. Ainsi, 9,6 % d'Européens sont confrontés à de fortes privations matérielles¹. Les nombreuses inégalités qui caractérisent le monde actuel ont entraîné une érosion de la démocratie et de la souveraineté des peuples, alors que la poursuite d'une croissance économique aveugle constitue une menace pour l'environnement et contribue à l'épuisement des ressources et au changement climatique.

L'Économie sociale et solidaire: une réalité qui prend de l'ampleur

Les crises mondiales, sous multiples formes (économique, sociale et environnementale), ont ravivé l'intérêt pour des modèles de production, de distribution et de consommation alternatifs, capables de jouer un rôle fondamental vers la transition écologique. Aujourd'hui, l'Économie sociale et solidaire (ESS) est un phénomène croissant qui représente 10 % de toutes les entreprises dans l'UE et implique plus de 11 millions de personnes (environ 6 % des employés de l'UE).

L'apparition d'expériences d'ESS, d'abord en Amérique latine qui jouit d'une forte tradition en la

matière, a donné lieu à diverses lois et politiques d'encouragement du secteur.

L'ESS est composée d'une grande diversité d'organisations. Les initiatives existantes relevant de son cadre ont pour vocation de satisfaire les besoins humains, promouvoir des modes de vie plus respectueux des personnes et de l'environnement, réduire les inégalités et encourager la propriété collective et l'innovation sociale.

Fondamentaux de l'ESS:

- Personnes et planète au centre
- Travail, dignité et auto-gestion
- Démocratie, droits humains, participation
- Égalité des genres
- Solidarité, inclusion, amélioration du "capital social"
- Racines locales et communautaires
- Vision mondiale
- Résilience
- Protection de l'environnement et de la biodiversité, relations positives avec la nature tout au long de la chaîne de production et de distribution
- Souveraineté des biens communs : eau, air, paysages, énergie, nourriture, connaissances et patrimoine culturel

¹ Données officielles de la Banque mondiale, l'OIT, l'OMS, l'UNESCO et Inequality Watch.

Critères d'évaluation

Impact social

Impact environnemental

Appartenance à des réseaux

Gouvernance partagée

Communication et sensibilisation

Projets par pays/zone identifiés

Europe du Nord et Centrale 18

Zone Monde 9

Principaux secteurs

34

Agriculture biologique et souveraineté alimentaire

16

Commerce équitable

15

Consommation critique

14

Modes de vie durables

11

Réduction, réutilisation et recyclage

9

Fourniture de biens et services écologiques

6

Sport et détente

5

Coopération pour le développement international

5

Tourisme durable

5

Santé et aide sociale

4

Finance et banque éthique

3

Conservation de l'énergie

3

Entretien et réparation

3

Systèmes non-monétaires

3

Energies vertes et renouvelables

2

TIC libres/gratuites

Forme juridique

15

Coopérative

09

Entreprise sociale

10

Réseau formel ou cluster

02

Groupe informel

13

ASBL, ONG ou fondation

05

Entreprise privée

Fonctions économiques

Production et transformation

29%

Consommation

Distribution

12%

Services commerciaux

42%

17%

Bonnes pratiques de l'Économie sociale et solidaire

L'étude a permis d'identifier les principales bonnes pratiques de l'ESS dans les domaines suivants :

Agriculture innovante

On trouve de nombreuses pratiques innovantes en lien avec l'agriculture, notamment les potagers urbains, les marchés de producteurs, les banques alimentaires et de semences, les initiatives de partage de nourriture et les Comités de politique alimentaire. Parmi les expériences les plus intéressantes, on trouve l'Agriculture soutenue par la communauté (ASC). L'ASC vise à créer un modèle de développement alternatif dans le secteur agricole basé sur l'harmonie entre les producteurs, les consommateurs et la nature. L'ASC est une formule de partenariat dans lequel les responsabilités, les risques et les fruits de l'agriculture sont partagés. Ce modèle permet de répondre aux préoccupations croissantes en matière de transparence, de durabilité et de résistance de nos systèmes alimentaires.

Réduction, réutilisation/recyclage et économie circulaire

La réduction de la quantité de matériaux et de ressources utilisés, la réutilisation des récipients et emballages ainsi que le recyclage des déchets pour en faire de nouveaux produits sont des actions qui contribuent à diminuer l'empreinte carbone, préserver les ressources naturelles, réduire l'espace dédié à l'enfouissement des ordures et économiser de l'énergie et de l'argent.

En outre, l'économie circulaire implique l'élimination du concept de « déchets » en reconnaissant que tout a une valeur. Inspirée du fonctionnement des écosystèmes naturels dans lesquels rien n'est

perdu, l'économie circulaire prône l'optimisation des ressources qui circulent déjà sur le marché afin de réduire les nouvelles extractions et mettre fin à l'enfouissement des matières résiduelles.

Energies renouvelables

L'impératif de la décarbonisation de l'énergie est au cœur des efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Il est en outre inscrit dans les Objectifs de développement durable qui appellent à une augmentation sensible de la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial d'ici à 2030 et à multiplier par deux le taux mondial d'amélioration en matière d'efficacité énergétique.

Les entreprises de l'ESS mettent en œuvre des solutions énergétiques propres, une approche centralisée de la propriété de l'énergie ainsi qu'une gestion partagée et transparente, ce qui permet aux citoyens de mieux contrôler leur utilisation de l'énergie.

Reprise d'entreprises et auto-gestion

Le Rachat d'une entreprise par les salariés (RES) indique la restructuration ou la conversion d'une entreprise par laquelle les employés prennent part à l'actionnariat et participent à la gestion. Ce processus sauve ou crée des emplois et construit des relations réciproques dans les territoires et les communautés des entreprises à travers l'auto-gestion partagée.

Finance éthique

L'ESS intègre des programmes de finance alternative qui répondent aux besoins des communautés de manière plus participative et les impliquent plus activement dans les décisions financières qui les impactent. On peut citer, par exemple, les banques éthiques qui dirigent l'épargne et les investissements vers des activités socio-économiques à but social, environnemental et culturel ; des incubateurs d'innovation sociale qui accompagnent les créateurs



de projets à la recherche de conseils sur mesure et de fonds d'action ; le financement participatif qui peut aider au développement de nouvelles initiatives d'ESS ; et les bailleurs de fonds sociaux qui financent des coopératives et projets solidaires partout dans le monde.

Tourisme responsable

Le tourisme responsable s'inscrit dans une démarche de respect des principes de justice sociale et économique et prône le respect des environnements et des cultures. Il reconnaît la place centrale des communautés d'accueil et leur droit à se constituer parties-prenantes dans le développement du tourisme durable et responsable.

Commerce équitable

Le commerce équitable propose une approche alternative au commerce conventionnel. Il vise l'introduction des principes de justice et de solidarité dans les relations avec les producteurs des pays du Sud et la promotion de la durabilité. Sa reconnaissance du commerce Sud-Sud et Nord-Nord signifie qu'il englobe désormais une dimension locale et incorpore des notions telles que la souveraineté alimentaire, les droits humains et la protection de l'environnement.

Du producteur au consommateur

Les personnes sont de plus en plus sensibilisées au gaspillage alimentaire et à l'origine de la nourriture qu'elles consomment. Ainsi, beaucoup d'entre elles choisissent d'avoir une relation plus directe avec les producteurs lors de leurs achats, devenant ainsi des acteurs importants dans une chaîne d'approvisionnement courte. Cette approche peut revêtir plusieurs formes : des groupes de consommateurs qui font des achats collectifs aux marchés de producteurs, en passant par les plateformes de partage et les boutiques de petits producteurs. Elle permet de rétablir les liens entre production et consommation de manière durable.

Défis à relever

L'analyse comparative de l'information rassemblée au cours de l'étude montre que les principaux défis à relever pour la diffusion et le renforcement de l'Économie sociale et solidaire sont les suivants :

Manque de réseaux forts

L'Étude révèle que, parmi les 55 pratiques identifiées, 41 sont des initiatives isolées. Seules quelques-unes appartiennent à des réseaux. Un plus grand niveau de collaboration entre les initiatives existantes serait utile à leur diffusion dans les territoires et à l'échange d'expériences. Cela augmenterait par ailleurs la durabilité de leurs activités.

Stratégies de communication et de sensibilisation inadaptées

Les résultats et effets positifs de l'ESS sont méconnus du grand public, d'une part parce que le sujet manque de couverture dans les principaux médias, et d'autre part, parce qu'il est mal présenté dans les campagnes de communication. De plus, les administrations publiques n'apportent que rarement leur assistance à ses initiatives, alors qu'elles bénéficieraient fortement du soutien conjoint de différentes entités telles qu'autorités locales, universités, organismes publics, PME et organisations de l'ESS.

Manque de cadre juridique et politique

L'étude met en évidence un manque général de mesures normatives qui réglementent et promeuvent les expériences identifiées. Seuls quelques pays ont adopté des lois nationales sur l'ESS et plus de la moitié des représentants du secteur n'ont fait mention d'aucune référence législative en matière d'ESS dans leur territoire. Il est nécessaire de renforcer les politiques publiques d'encouragement de l'ESS afin d'apporter un cadre complet capable, d'une part, de stimuler la création de nouvelles organisations, et d'autre part, d'encourager et soutenir les activités existantes.



Le projet SUSY

Le projet SUSY - SUsustainable and Solidarity EconomyY (Economie durable et solidaire)est un projet de sensibilisation aux problèmes de développement qui s'étale sur trois ans. Il est dirigé par COSPE et engage des partenaires appartenant à 23 pays Européens :

- COSPE and Fairwatch (Italie)
- Südwind (Autriche)
- INKOTA (Allemagne)
- Deša Dubrovnik (Croatie)
- KOPIN (Malte)
- CERAI (Espagne)
- Polish Fair Trade Coalition (Pologne)
- Ekumenicka Akademie Praha Europe (R. Tchèque)
- Fair Trade Hellas (Grèce)
- NGO Mondo (Estonie)
- Balkan Institute for Labour and Social Policy (Bulgarie)
- CARDET (Chypre)
- Pro Ethical Trade Finland (Finlande)
- Ressources Humaines sans Frontières (France)
- The Co-operative College and Think Global(Royaume-Uni)
- Cromo Foundation and Foundation for Development of Democratic Rights DemNet (Hongrie)
- Instituto Marquês de Valle Flôr (Portugal)
- Terra Milenii III Foundation (Roumanie)
- Slovak Centre for Communication and Development(Slovaquie)
- Peace Institute – Institute for Contemporary Social and Political Studies (Slovénie)
- Action pour le Développement Asbl – SOS Faim(Belgique)
- Green Liberty (Lettonie)
- Waterford One World Centre (Irlande)

Le projet SUSY constitue une opportunité d'accroître la conscience et la compréhension des interdépendances qui caractérisent le monde d'aujourd'hui et d'encourager la

citoyenneté active. Son objectif principal est d'analyser, débattre, soutenir et renforcer les principes et les pratiques d'ESS, afin de promouvoir un paradigme plus juste et équitable, en commençant par la cartographie, l'identification et la description des initiatives les plus significatives.

Le projet SUSY a donné lieu à une étude des bonnes pratiques de l'ESS intitulé « L'Économie transformative : les opportunités et les défis de l'Économie sociale et solidaire dans 55 territoires en Europe et dans le Monde », sous la coordination de FairWatch, qui a conduit à l'identification et à l'analyse d'initiatives d'ESS significatives.

Dans le cadre de cette étude, les 80 analystes engagés ont effectué plus de 550 interviews auprès de réseaux d'ESS, ONG, CSO, institutions et autorités locales, ce qui a permis d'établir une carte de plus de 1100 pratiques impliquant 13 000 personnes.

L'analyse des expériences identifiées donne une image de la situation pratique de l'ESS dans les différents territoires en tenant compte des spécificités de chaque contexte national. L'étude concerne 32 pays, dont 23 états membres de l'UE (46 territoires) et 9 pays d'Afrique, Asie et Amérique latine (Bolivie, Brésil, Inde, Malaisie, Maurice, Mozambique, Palestine, Tunisie et Uruguay).



Ce document décrit les résultats de l'Etude "L'économie transformative : les opportunités et les défis de l'Economie sociale et solidaire dans 55 territoires en Europe et dans le Monde", effectuée dans le cadre du projet "L'Economie sociale et solidaire en tant qu'approche de développement pour la durabilité en 2015, année européenne pour le développement, et au-delà" (ESSADD). Contrat de subvention : DCI-NSAED/2014/352-248.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site du projet SUSY:

www.solidarityeconomy.eu

www.cospe.org

Carte en ligne SUSY

Les alternatives sont nombreuses. Rendons-les visibles !

L'étude SUSY a répertorié 55 pratiques d'ESS, mais il en existe beaucoup d'autres !

En collaboration avec TransforMap, le projet SUSY a élaboré une carte en ligne pour accroître la visibilité de l'Economie sociale et solidaire en Europe et dans le monde.

Découvrez-les sur www.solidarityeconomy.eu/susy-map



This document has been produced with the financial assistance of the European Union. The contents of this document are the sole responsibility of COSPE and can under no circumstances be regarded as reflecting the position of the European Union.